

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - COMMERCE DE PROXIMITÉ -
CONTRATS RURAUX - 5ÈMES AFFECTATIONS 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiches projet commerces de proximité	12
Annexe 2 : Tableau recapitulatif COR	41
Annexe 3 : Fiches projets COR	43
Annexe 4 : Avenants COR	110

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport concerne plusieurs dispositifs de la politique régionale en faveur des territoires ruraux : sauvegarde des commerces de proximité, nouveaux contrats ruraux.

1. Soutiens au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

Ce dispositif destiné à sauvegarder les commerces de proximité en milieu rural constitue une des mesures phares du volet économique du Pacte rural. Il comprend deux types d'aides à l'investissement :

- une aide régionale s'adressant aux entreprises qui a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise des commerces de proximité dans les territoires ruraux. Cette aide est mobilisable par les commerces de proximité (commerces d'alimentation générale et spécialisée, lieux de restauration, cafés-tabacs-presse, salons artisans-coiffeurs, ...) ;
- une aide régionale dédiée aux communes et EPCI ruraux visant à soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs et à renforcer l'attractivité des territoires ruraux.

Au titre de ce rapport, il est proposé de soutenir **14** projets dont **12** portés par des commerçants et **2** par des communes rurales pour un montant global de **454 407 €** d'autorisations de programme.

Les fiches projets figurent en annexe 1 à la délibération.

À noter que **3** opérations sont localisées dans les territoires des PNR Haute Vallée de Chevreuse et du Gâtinais pour un soutien de 132 384 €.

Par ailleurs, il est proposé d'affecter **1 937 €** d'autorisations d'engagement à l'Agence de services et de paiement conformément à la convention avec l'ASP déléguant l'instruction et la gestion du dispositif « Commerces de proximité ».

2. Soutiens au titre du dispositif des Nouveaux contrats ruraux (CoR)

2.1 Conclusion de 19 CoR et affectations correspondantes

Ce dispositif, cofinancé avec les départements de grande couronne, est destiné à accompagner les communes rurales de moins de 2 000 habitants et les syndicats de communes de moins de 3 000 habitants dans leur politique d'aménagement.

Il est proposé de conclure **19** CoR (délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022) comprenant **32** opérations et d'affecter un montant global de **3 375 271,24 €** d'autorisations de programme (soit le montant global prévisionnel de la dotation régionale, conformément au tableau figurant en annexe 2 à la délibération).

Les opérations concernées sont inscrites dans les CoR des collectivités situées :

- en Seine-et-Marne (77) : communes de Balloy, Champcenest, Conches-sur-Gondaire, Féricy, La Celle-sur-Morin, Le Mesnil-Amelot, Maison-rouge, Mauregard, Recloses, Saint-Hilliers, Saint-Martin-en-Bière et Voulton ;
- dans les Yvelines (78) : communes de Drocourt, Favrieux et La Villeneuve-en-Chevrie ;
- en Essonne (91) : communes de Bois-Herpin, Corbreuse et Villiers-le-Bâcle ;
- dans le Val d'Oise (95) : commune de Villiers-Adam.

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 3 à la délibération.

2.2 Avenants à des contrats ruraux

Ce rapport propose d'adopter **2** avenants sur nouveaux contrats ruraux, figurant en annexe 4 à la délibération, relatifs :

- D'une part, à une modification opérationnelle concernant la « *Restructuration de la voirie à Saudreville* (n° EX091912) » de la commune de Villeconin (91) adopté par délibération n° CP 2025-150 du 19 juin 2025.

En effet, la communauté de communes Entre Juine et Renarde (CCEJR) va intervenir au rez-de-chaussée de ce bâtiment et pour des questions d'organisation, un seul marché sera passé pour l'ensemble des travaux avec une délégation de maîtrise d'ouvrage à la communauté de communes.

Cette proposition d'avenant vient donc clarifier les attendus, notamment concernant les demandes de subventions liées au contrat CoR.

- D'autre part, ce rapport propose aussi d'adopter un avenant intégrant la substitution d'une opération (aux mêmes conditions et montants que les opérations initiales).

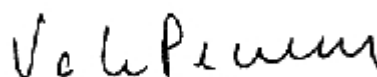
Ainsi la commune de Bellot (77), a sollicité l'annulation de l'opération « *réhabilitation de l'ancienne école en salle communale* (n° 23002998) » de son contrat et sa substitution par l'opération « *réfection du réseau d'eaux pluviales dans le centre bourg* (n° EX097463) ».

Aussi il convient de procéder à :

- la désaffectation de 53 468,80 € du budget 2023 ;
- l'affectation d'une autorisation de programme de **53 468,80 €**, dont la fiche-projet figure en annexe 3 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - COMMERCES DE PROXIMITÉ - CONTRATS RURAUX - 5ÈMES AFFECTATIONS 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 2018-048 du 22 novembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France ;

VU le décret n° 2018-1194 du 20 décembre 2018 modifiant le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant classement du parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2021-34 du 18 janvier 2021 portant renouvellement de classement du Parc naturel régional Oise – Pays de France ;

VU le décret n° 2021-1418 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2022-490 du 5 avril 2022 modifiant le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant classement du parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse ;

VU la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 53-10 du 1^{er} octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

VU la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de charte révisée du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3^{ème} affectation 2019 - Modification du règlement d'intervention - Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

VU la délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs – Avenants - 3^{ème} rapport de l'année 2020 - Commerces de proximité en milieu rural : 2^{ème} affectation 2020 – Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis ;

VU la délibération n° CP 2020-340 du 23 septembre 2020 relative aux contrats ruraux : avenants et 5^{ème} affectation 2020 (relatif à l'avenant type 2 convention type COR) ;

VU la délibération n° CP 2021-012 du 21 janvier 2021 relative aux contrats ruraux : ancien et nouveau dispositif, avenants et 1^{ères} affectations 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-430 du 19 novembre 2021 relative aux contrats ruraux : Nouveau dispositif et avenants, 5^{ème} affectation 2021 - Inondations – Commerces de proximité – PNR ;

VU la délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022 relative aux PNR : frais de structure 2022- Contrats ruraux (COR) - Commerces de proximité : 1^{ère} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022 relative aux commerces de proximité - Contrats ruraux- 2^{ème} affectation 2022, aux PNR frais de structure- Programme d'action 2022 et à la révision de la charte du Gâtinais Français ;

VU la délibération n° CP 2022-166 du 20 mai 2022 relative aux commerces de proximité – contrats ruraux (COR) – PNR frais de structure et programmes d'action – Forêt, bois, biosourcés : soutien aux structures ;

VU la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiée portant modification du règlement d'intervention du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2022-249 du 7 juillet 2022 relative aux affectations commerces de proximité - PNR – Réhabilitation du bâti agricole et nouveaux contrats ruraux (COR) ;

VU la délibération n° CP 2022-348 du 23 septembre 2022 relative aux affectations pour les commerces de proximité, Contrats ruraux (CoR), Petites villes de demain et filières bois-biosourcés – Approbation d'une charte forestière ;

VU la délibération n° CP 2022-420 du 10 novembre 2022 relative aux affectations pour la politique régionale en faveur des territoires ruraux et des filières biosourcées – contrats ruraux – commerces de proximité – petites villes de demain – PNR – stratégie forêt-bois ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 relative à la Politique régionale en faveur des Territoires ruraux : Contrats ruraux-Commerces de proximité-Petites Villes de Demain-PNR : 1^{ères} affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-157 du 1^{er} juin 2023 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Contrats ruraux – Commerces de proximité - PNR – Bati rural – 3^{ème} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-297 du 21 septembre 2023, relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – commerces de proximité - contrats ruraux - PNR- PVD – 5^{ème} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2024-024 du 31 janvier 2024 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Evolution RI Commerces et nouveaux Contrats de parcs 2024-2026 – 1^{ères} affectations 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-095 du 28 mars 2024 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Commerces de proximité, contrats ruraux et PNR du Vexin français- 2^{èmes} affectations 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-248 du 27 septembre 2024 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux - Commerces de proximité, contrats ruraux, PNR, Petites villes de demain, Biosourcés – 4^{èmes} affectations 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-344 du 15 novembre 2024 relative à diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2025-030 du 30 janvier 2025 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Commerces de proximité, contrats ruraux, frais de structure PNR, aides aux communes inondées – 1^{ères} affectations ;

VU la délibération n° CP 2025-060 du 27 mars 2025 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Commerces de proximité, contrats ruraux, Parcs naturels régionaux – 2^{èmes} affectations 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-150 du 19 Juin 2025 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Commerces de proximité, contrats ruraux, Parcs naturels régionaux – Petites villes de demain -3^{èmes} affectations 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-237 du 25 septembre 2025 relative à la politique régionale en faveur des territoires ruraux – Commerces de proximité, contrats ruraux, Parcs naturels régionaux - 4^{èmes} affectations 2025 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-298 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des entreprises, présentés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **218 050 €**.

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des communes, présentés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **236 357 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant total de **454 407 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400106 « Agence Ile-de-France Ruralité », du budget 2025.

Article 2 :

Affecte, à l'ASP pour l'instruction et la gestion du dispositif « Commerces de proximité », une autorisation d'engagement d'un montant de **1 937 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600203 « Soutien au fonctionnement et actions des PNR », du budget 2025.

Article 3 :

Décide au titre du dispositif « **Nouveau contrat rural** » :

- d'une part, de conclure avec chacune des **19** collectivités listées dans le tableau figurant en annexe 2 à la présente délibération, pour les opérations présentées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, un contrat rural conforme au règlement d'intervention approuvé par la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiée susvisée et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;
- d'autre part, de participer au financement de **32** opérations présentées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel **3 375 271,24 €**.

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion avec chaque collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant de **3 375 271,24 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400106 « Agence Ile-de-France Ruralité », du budget 2025.

Article 4 :

Approuve l'avenant au nouveau contrat rural concernant la commune de Villeconin (91) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Approuve l'avenant de substitution rattaché en annexe 4 à la présente délibération, liant la Région, le département de Seine-et-Marne et la commune de Bellot (77) et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Désaffecte l'autorisation de programme de 53 468,80 € adoptée par délibération CP 2023-157 du 1^{er} juin 2023 (dossier IRIS n° 23002998) dans le cadre de l'opération « *réhabilitation de l'ancienne école en salle communale* » du chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15400104 « Contrats ruraux », du budget 2023 ;

Affecte une autorisation de programme de **53 468,80 €** dans le cadre de l'opération « *réfection du réseau d'eaux pluviales dans le centre bourg* » (dossier IRIS n° EX097463) disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400106 « Agence Ile-de-France Ruralité », du budget 2025.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion avec cette collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexes 1 et 3 à la délibération, par dérogation prévue à l'alinéa 3 des articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projet commerces de proximité

DOSSIER N° EX096811 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Acquisition d'un local commercial en vue du maintien d'un commerce alimentaire de proximité - commune de Bullion (78)

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	349 000,00 € HT	32,00 %	111 680,00 €
	Montant total de la subvention		111 680,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BULLION

Adresse administrative : 149 RUE DE GUETTE
78830 BULLION

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Xavier CARIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un local commercial dans le cadre du maintien d'un commerce alimentaire de proximité à Bullion (78)

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bullion (1 915 habitants) souhaite acquérir le local commercial accueillant l'unique épicerie multi-services du territoire, en vente depuis avril 2023 et ne trouvant pas de repreneur, afin de le mettre en gérance et ainsi maintenir un commerce de proximité pour les habitants.

Ce mode d'acquisition permettra au futur gérant de s'installer et de reprendre l'activité sans avoir à fournir un effort financier initial important.

Dernier lieu d'échanges et de rencontres, la préservation de ce commerce est essentielle pour la vie économique et sociale de la commune, son attractivité et la lutte contre l'isolement et le manque de mobilité des habitants les plus âgés.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 349 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de subvention de 111 680 €, tenant compte de l'ensemble des financements et du reste à charge communal de 30%.

Localisation géographique :

- BULLION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition immobilière	349 000,00	100,00 %
Total	349 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (DETR)	104 700,00	30,00%
Agence nationale de la cohésion des territoires	27 920,00	8,00%
Région Ile-de-France	111 680,00	32,00%
Autofinancement	104 700,00	30,00%
Total	349 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097670 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Travaux de réhabilitation d'un bâtiment communal en vue de l'ouverture d'une brasserie-restaurant - commune de Longnes (78)

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	249 354,00 € HT	50,00 %	124 677,00 €
	Montant total de la subvention		124 677,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGNES

Adresse administrative : 2 RUE DES TOURELLES
78980 LONGNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Anne DEBRAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de réhabilitation d'un bâtiment communal en vue de l'ouverture d'une brasserie-restaurant

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Longnes (1 968 habitants) souhaite réhabiliter le bâtiment de l'ancienne trésorerie situé au 2B rue de la Fortelle en brasserie restaurant.

Les travaux d'aménagement prévoient la création d'une salle de restauration de 80 places et d'une baie sur la façade donnant accès à la terrasse déjà existante. L'ensemble de l'établissement sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le projet permettra de poursuivre la politique communale de développement du centre bourg par la création d'un espace convivial et de développer l'attractivité de la commune à l'échelle de l'ensemble de son bassin de vie.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 249 354 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de subvention de 124 677 €.

Localisation géographique :

- LONGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	220 754,00	88,53%
Etudes et prestations de services	28 600,00	11,47%
Total	249 354,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	124 677,00	50,00%
Commune	124 677,00	50,00%
Total	249 354,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096676 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - L'IDEANGE - Travaux de rénovation d'un local et acquisition d'équipements dans le cadre de l'ouverture d'une pâtisserie-traiteur à Houdan (78)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	105 021,00 € HT	22,76 %	23 906,00 €
	Montant total de la subvention		23 906,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'IDEANGE

Adresse administrative : 26 RUE DE L'ENCLOS
78550 HOUDAN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame ANGELIQUE THOME, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de rénovation d'un local et acquisition d'équipements dans le cadre de l'ouverture d'une pâtisserie-traiteur à Houdan (78)

Dates prévisionnelles : 11 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le mois de juillet 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de réaliser des travaux de rénovation et d'acquérir des équipements professionnels dans le cadre de l'ouverture d'une pâtisserie-traiteur située dans la commune rurale d'Houdan (3 699 habitants) dans le département des Yvelines.

Ce projet prévoit :

- le recrutement de 3 salariés en production et vente ;
- une collaboration avec des producteurs locaux (Jardins des Célestins, Ferme de St Corentin) et des commerçants d'Houdan (Fromages et Saveurs, Maison Bourgogne, Etablissements Harang) ;
- des travaux incluant mise aux normes accessibilité (entrée du local aux dimensions PMR et rampe adaptée aux fauteuils roulants).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 23 906 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 104 221 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 22,17 %, soit un montant maximum de 23 106 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	104 221,00	99,24%
Etudes et prestations de services	800,00	0,76%
Total	105 021,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	40 000,00	38,09%
Autofinancement	41 115,00	39,15%
Région Île-de-France	23 106,00	22,00%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	0,76%
Total	105 021,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX096882 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural -
BOULANGERIE PATISserie DE L'EGLISE - Acquisition d'un four pour moderniser
une boulangerie-pâtisserie à Le Perray-en-Yvelines (78)**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	50 700,00 € HT	31,10 %	15 770,00 €
	Montant total de la subvention		15 770,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE PATISserie DE L'EGLISE

Adresse administrative : 2 RUE DE CHARTRES
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur THOMAS BERNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un four pour moderniser une boulangerie-pâtisserie à Le Perray-en-Yvelines (78)

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir l'équipement, dès le mois de juillet 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit d'acquérir un four à sole pour moderniser une boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Le Perray-en-Yvelines (2 960 habitants) dans le département des Yvelines, au sein du parc national régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

Cette acquisition permettra de renouveler le four à gaz actuel, trop énergivore et qui date de 40 ans.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 15 770 € et se décompose de la manière

suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 49 900 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 14 970 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- LE PERRY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	49 900,00	98,42%
Etudes et prestations de services	800,00	1,58%
Total	50 700,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	34 930,00	68,90%
Région Île-de-France	14 970,00	29,53%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	1,58%
Total	50 700,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX097048 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural -
BOULANGERIE HAMON - Acquisition d'un four pour moderniser une boulangerie-
pâtisserie à Vaux-sur-Seine (78)**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	36 200,00 € HT	31,55 %	11 420,00 €
	Montant total de la subvention		11 420,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE HAMON
Adresse administrative : 262 RUE DU GENERAL DE GAULLE
78740 VAUX-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ANTHONY HAMON, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un four pour moderniser une boulangerie-pâtisserie à Vaux-sur-Seine (78)

Dates prévisionnelles : 26 juillet 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir l'équipement, dès le mois de juillet 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit d'acquérir un four à soles pour moderniser une boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Vaux-sur-Seine (5 143 habitants) dans le département des Yvelines.

Ce projet permettra des gains d'énergie et le développement de produits de meilleure qualité. Il prévoit également le recrutement de 2 apprentis et des partenariats avec des producteurs locaux (meunier Moulins Bourgeois (77) et grossiste Monel et Fils (91)).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 11 420 € et se décompose de la manière

suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 35 400 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 10 620 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	35 400,00	97,79%
Etudes et prestations de services	800,00	2,21%
Total	36 200,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	24 780,00	68,45%
Région Île-de-France	10 620,00	29,34%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	2,21%
Total	36 200,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097403 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - KAMARI - Acquisition d'équipements et travaux d'aménagement pour moderniser une épicerie à Perthes (77)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	17 947,86 € HT	30,00 %	5 384,00 €
	Montant total de la subvention		5 384,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KAMARI
Adresse administrative : 3 RUE DE MELUN
77930 PERTHES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur RACHID ID BAHA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'équipements et travaux d'aménagement pour moderniser une épicerie à Perthes (77)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition et l'aménagement des équipements, dès le mois de septembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et d'acquérir des équipements professionnels (bloc de climatisation et vitrines) pour moderniser une épicerie ouverte depuis mars 2025 et située dans la commune rurale de Perthes (2 074 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne, au sein du parc national régional du Gâtinais.

Ce projet, soutenu par le PNR du Gâtinais, favorise la valorisation des circuits courts et des productions locales dont certaines labellisées « Produit en Ile-de-France » (légumineuses, farines, cresson, jus de pomme, ...) et participe au dynamisme du territoire et au renforcement du lien social.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 17 947,86 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 5 384 €.

Localisation géographique :

- PERTHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	17 947,86	100,00 %
Total	17 947,86	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	12 563,86	70,00%
Région Île-de-France	5 384,00	30,00%
Total	17 947,86	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX097404 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - AUX
SAVEURS DE MONTHYON - Travaux d'aménagement d'un local et acquisition
d'équipements en vue de l'ouverture d'une épicerie fine-traiteur à Monthyon**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 064,91 € HT	31,60 %	11 079,00 €
	Montant total de la subvention		11 079,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUX SAVEURS DE MONTHYON

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REPUBLIQUE
77122 MONTHYON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEROME FOURCADE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'aménagement d'un local et acquisition d'équipements en vue de l'ouverture d'une épicerie fine-traiteur à Monthyon (77)

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le mois de septembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de réaliser des travaux d'aménagement d'un local et d'acquérir des équipements professionnels en vue de l'ouverture au dernier trimestre 2025 d'une épicerie-traiteur située dans la commune rurale de Monthyon (1 747 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet, accompagné par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne, prévoit le recrutement de 2 salariés (vente et préparation) et d'un apprenti ainsi qu'un partenariat avec des producteurs locaux (charcutier, boucher, fromager, maraîcher, apiculteur et brasseurs) privilégiant ainsi des menus écoresponsables à faible empreinte carbone.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 11 079 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 34 264,91 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 10 279 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- MONTHYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	34 264,91	97,72%	Emprunt bancaire	23 985,91	68,40%
Etudes et prestations de services	800,00	2,28%	Région Île-de-France	10 279,00	29,31%
Total	35 064,91	100,00 %	Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	2,28%
			Total	35 064,91	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097744 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LES DES LISSENT D'ELOISE - Acquisition d'équipements pour moderniser un restaurant-épicerie multiservices à Crisenoy (77)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	30 508,88 € HT	30,00 %	9 153,00 €
	Montant total de la subvention		9 153,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES DES LISSENT D'ELOISE

Adresse administrative : 16 BIS GRANDE RUE
77390 CRISENOY

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur FRANCIS DELOR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'équipements pour moderniser un restaurant-épicerie multiservices à Crisenoy (77)

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit d'acquérir des équipements professionnels pour moderniser un restaurant-épicerie multi-services situé dans la commune rurale de Crisenoy (595 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Le projet est axé sur le développement d'un lieu de vie intergénérationnel, solidaire et culturel proposant à la fois:

- un service de restauration valorisant les productions locales et de saison ;
- des services de proximité (collecte quotidienne de pain et viennoiseries, vente de gâteaux faits maison, offre de petite épicerie) ;
- des ateliers de jeux et des événements conviviaux en partenariat avec des associations de la commune contribuant ainsi à la dynamique économique et sociale du territoire.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 30 508,88 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 9 153 €.

Localisation géographique :

- CRISENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	30 508,88	100,00 %
Total	30 508,88	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	16 356,00	53,61%
Autofinancement	4 999,88	16,39%
Région Île-de-France	9 153,00	30,00%
Total	30 508,88	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097738 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MOREIRA - Travaux de mise en conformité et acquisition d'équipements pour une boulangerie-pâtisserie à Villeneuve-le-Comte (77)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	98 391,08 € HT	30,57 %	30 077,00 €
	Montant total de la subvention		30 077,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOREIRA

Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
77174 VILLENEUVE LE COMTE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur GERALD MOREIRA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de mise en conformité et acquisition d'équipements pour une boulangerie-pâtisserie à Villeneuve-le-Comte (77)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de réaliser d'urgents travaux de mise en conformité et d'acquérir des équipements professionnels (un four à sole et une armoire de fermentation) pour l'unique boulangerie située dans la commune rurale de Villeneuve-le-Comte (1 870 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet, accompagné par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne, permettra de répondre aux exigences règlementaires, améliorer les conditions de travail des salariés et renouveler des équipements vétustes et énergivores qui ralentissent la capacité de production de l'artisan boulanger.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 30 077 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 97 591,08 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 29 277 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	97 591,08	99,19%	Emprunt bancaire	68 314,08	69,43%
Etudes et prestations de services	800,00	0,81%	Région Île-de-France	29 277,00	29,76%
			Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	0,81%
Total	98 391,08	100,00 %	Total	98 391,08	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX097638 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural -
MAISON LOT DEVOT - Travaux de modernisation d'un local en vue de l'ouverture
d'une boulangerie à Aufferville (77)**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	16 473,60 € HT	30,00 %	4 942,00 €
	Montant total de la subvention		4 942,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON LOT DEVOT

Adresse administrative : 2 B ROUTE NATIONALE
77570 AUFFERVILLE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur ROMAIN LOT DEVOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de modernisation d'un local en vue de l'ouverture d'une boulangerie à Aufferville (77)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux dès le début du mois de septembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement d'un local en vue de l'ouverture d'une boulangerie située dans la commune rurale d'Aufferville (482 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet participe à l'attractivité de la commune et à la valorisation de produits en circuits courts (farines et oeufs provenant du département). Il prévoit le recrutement d'un apprenti et à terme, si la croissance de l'activité le permet, d'un salarié (pâtissier) ainsi que la vente de produits artisanaux locaux (miel et lentilles).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 16 473,60 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 4 942 €.

Localisation géographique :

- AUFFERVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	16 473,60	100,00 %
Total	16 473,60	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	11 531,60	70,00%
Région Île-de-France	4 942,00	30,00%
Total	16 473,60	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX097522 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LA
FOURNEE DES ETOILES - Acquisition d'équipements pour moderniser une
boulangerie-pâtisserie à Rosny-sur-Seine (78)**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	28 266,35 € HT	31,98 %	9 040,00 €
	Montant total de la subvention		9 040,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FOURNEE DES ETOILES

Adresse administrative : 4 BIS RUE DE LA GARE
78710 ROSNY-SUR-SEINE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur EL BACHIR MOUHTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'équipements pour moderniser une boulangerie-pâtisserie à Rosny-sur-Seine (78)

Dates prévisionnelles : 28 août 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition des équipements, dès la fin du mois d'août 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit d'acquérir des équipements professionnels pour moderniser une boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Rosny-sur-Seine (7 041 habitants) dans le département des Yvelines.

Le projet prévoit :

- le développement de l'activité traiteur et snacking avec l'achat d'une tour réfrigérée, d'un four mixte, d'un four à cuisson accélérée et d'une vitrine.
- le recrutement d'un salarié supplémentaire dès que les objectifs de développement seront atteints (la société emploie actuellement 5 salariés).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 9 040 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 27 466,35 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 8 240 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	27 466,35	97,17%
Etudes et prestations de services	800,00	2,83%
Total	28 266,35	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	19 226,35	68,02%
Région Île-de-France	8 240,00	29,15%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	2,83%
Total	28 266,35	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097474 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - FLORENCE PETIT - Travaux de rénovation et d'aménagement d'un local dans le cadre du déménagement d'un tabac-presse à Jouy-le-Chatel (77)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	52 719,00 € HT	31,06 %	16 376,00 €
	Montant total de la subvention		16 376,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLORENCE PETIT
Adresse administrative : 10 PLACE DE L'EGLISE
77970 JOUY-LE-CHATEL
Statut Juridique : Entrepreneur individuel
Représentant : Madame FLORENCE PETIT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de rénovation et d'aménagement d'un local dans le cadre du déménagement d'un tabac-presse à Jouy-le-Chatel (77)

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux dès le mois d'octobre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et de rénovation d'un local dans le cadre du déménagement d'un tabac-presse situé dans la commune rurale de Jouy-le-Châtel (2 672 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

L'établissement, ouvert depuis 2006, déménage du 10 au 14 place de l'Eglise, afin de bénéficier d'une surface plus grande (96 m² au lieu de 42 m² actuellement) et créer un espace bar pour rendre le lieu plus convivial.

Ce projet, accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne, prévoit le développement de services de proximité (timbres postaux, service colis) et la valorisation de produits d'artisans locaux (vente de miel, bières et vins).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 16 376 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 51 919 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 15 576 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	51 919,00	98,48%
Etudes et prestations de services	800,00	1,52%
Total	52 719,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	36 344,00	68,94%
Région Île-de-France	15 575,00	29,54%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	1,52%
Total	52 719,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097468 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LE BELMONDO - Travaux et acquisition d'équipements pour moderniser un bar-brasserie-tabac à Le Plessis-Bouchard (95)

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	132 010,69 € HT	30,00 %	39 603,00 €
	Montant total de la subvention		39 603,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BELMONDO

Adresse administrative : RESIDENCE LES HAUTS DE SAINT NICOLAS
95130 LE PLESSIS-BOUCHARD

Statut Juridique : Société en Nom Collectif

Représentant : Monsieur ERDAL EVSEN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux et acquisition d'équipements pour moderniser un bar-brasserie-tabac à Le Plessis-Bouchard (95)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de novembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit de réaliser des travaux et d'acquérir des équipements professionnels pour moderniser un bar-brasserie-tabac situé dans la commune rurale de Le Plessis-Bouchard (8 333 habitants) dans le département du Val d'Oise.

Ce projet prévoit le recrutement d'un cuisinier et de deux salariés au service, un partenariat avec des producteurs locaux (maraîcher, fromages, viandes et bières) et le développement d'une offre d'épicerie dont certains produits labélisés "Produit en Île-de-France".

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles est de 132 010,69 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 39 603 €.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	132 010,69	100,00 %
Total	132 010,69	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	62 000,00	46,97%
Autofinancement	30 407,69	23,03%
Région Île-de-France	39 603,00	30,00%
Total	132 010,69	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX097416 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural -
BOULANGERIE DE VERNOU - Reprise du fonds de commerce d'une boulangerie-
pâtisserie à Vernou-la-Celle-sur-Seine (77)**

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

Délibération Cadre : CP2024-024 du 31/01/2024

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	135 800,00 € HT	30,41 %	41 300,00 €
	Montant total de la subvention		41 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE DE VERNOU

Adresse administrative : 45 RUE DE LA MAIRIE
77670 VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur MEHREZ LOUHICHI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise du fonds de commerce d'une boulangerie-pâtisserie à Vernou-la-Celle-sur-Seine (77)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le début du mois de septembre 2025, avant la commission permanente du 20 novembre 2025.

Description :

Il s'agit d'acquérir un fonds de commerce dans le cadre de la reprise de l'unique boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Vernou-la-Celle-sur-Seine (2 621 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet prévoit le recrutement d'un salarié à la vente, un partenariat avec des fournisseurs essentiellement situés en Île-de-France (farines, grossiste) et le développement d'une offre de produits d'épicerie issus de producteurs locaux (miel, confitures).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 41 300 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 135 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 40 500 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds de commerce	135 000,00	99,41%
Etudes et prestations de services	800,00	0,59%
Total	135 800,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	94 500,00	69,59%
Région Île-de-France	40 500,00	29,82%
Région Île-de-France (prestation ingénierie)	800,00	0,59%
Total	135 800,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 2 : Tableau recapitulatif COR

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX			CP 2025-298
COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
BALLOY	EX095972	Aménagement de voies communales "Rue du Château et Rue de la Fontaine" et création d'une sente au cimetière	47 800,00
		Total subvention	47 800,00
CHAMPCENEST	EX095973	Aménagement et sécurisation de la voirie "rue du stade, place de l'église, chemin de Provins, rue du Buisson, Grande rue, rue des Peupliers - RD71E"	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
CONCHES-SUR-GONDOIRE	EX095974	Réhabilitation de la salle des fêtes	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
FERICY	EX095981	Agrandissement de la cour d'école	42 680,00
	EX095983	Mise aux normes et agrandissement de la salle polyvalente	157 320,00
	Total subvention	200 000,00	
LA CELLE-SUR-MORIN	EX095976	Aménagements sécuritaires et création de parking "Grande rue - RD 20A et rue de l'Atinerie"	190 000,00
		Total subvention	190 000,00
LE MESNIL-AMELOT	EX095977	Réhabilitation d'un local existant en un poste de police municipal et construction d'un garage pour les véhicules	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
MAISON-ROUGE-EN-BRIE	EX095978	Aménagement de voies communales	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
MAUREGARD	EX095979	Aménagement des abords du gymnase	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
RECLOSES	EX097659	Aménagement de voies communales (rue de l'Orme, rue du Clos à la Fourrée, chemin de Paris et chemin de la Vieille Montagne)	177 102,47
	EX097658	Rénovation du terrain de football	22 897,53
	Total subvention	200 000,00	
SAINT-HILLIERS	EX097767	Construction de la salle de restauration	164 000,00
	EX097768	Aménagement d'un passage de l'école vers la salle de restauration	8 000,00
	EX097769	Aménagement de la voirie d'accès au dépôt communal	28 000,00
	Total subvention	200 000,00	
SAINT-MARTIN-EN-BIÈRE	EX095984	Enfouissement des réseaux de la rue des Plantes "RD 11"	117 064,88
	EX095987	Amélioration acoustique de la salle polyvalente et de la cantine	12 215,70
	EX095991	Aménagement sécuritaire du quartier des Alloirs	7 418,00
	EX095993	Sécurisation du dépôt communal	3 099,86
	Total subvention	139 798,44	
VOULTON	EX095985	Aménagement rue de l'église	187 410,00
		Total subvention	187 410,00
78 YVELINES			
DROCOURT	EX096425	Construction d'une salle multi-activités	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
FAVRIEUX	EX096934	Aménagement du cœur de village	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE	EX096853	Rénovation intérieure de l'église	120 000,00
	EX096854	Rénovation du foyer rural et de la mare communale	80 000,00
	Total subvention	200 000,00	
91 ESSONNE			
BOIS-HERPIN	EX097297	Acquisition d'un terrain et aménagement d'un chemin piétonnier, Grande Rue	10 607,60
	EX097299	Travaux de voirie diverses rue	6 074,80
	EX097301	Travaux de réfection et de mise en conformité de la mairie	8 452,00
	Total subvention	25 134,40	
CORBREUSE	EX097342	Travaux de sécurisation des écoles maternelle et élémentaire	6 385,60
	EX097344	Rénovation de la salle de l'Arsenal, rue de l'Orme Creux	8 034,40
	EX097346	Réhabilitation de trois logements rue des Montceaux	111 898,00
	EX097349	Travaux de voirie dans diverses voies communales	70 128,80
Total subvention	196 446,80		
VILLIERS-LE-BACLE	EX097110	Réfection et isolation de la toiture de l'école du Centre	188 681,60
		Total subvention	188 681,60
95 VAL D'OISE			
VILLIERS-ADAM	EX097901	Construction d'une salle polyvalente	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
TOTAL GENERAL			3 375 271,24

Annexe 3 : Fiches projets COR

DOSSIER N° EX095985 - COR - Aménagement rue de l'église - Commune de Voulton (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	468 525,00 € HT	40,00 %	187 410,00 €
Montant total de la subvention			187 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE VOULTON

Adresse administrative : 7 RUE DES PLATANES
77560 VOULTON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jacques SIMONY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de la rue de l'église

Dates prévisionnelles : 28 mai 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Voulton (298 habitants, INSEE 2022) souhaite procéder au réaménagement de la rue de l'Église.

Située au centre du village, la rue de l'Église dessert la rue Creuse au hameau de Boûlot. L'ensemble des réseaux ayant été enterrés en 2024, la chaussée nécessite d'être reprise maintenant.

Le projet prévoit :

- le réaménagement des deux trottoirs ;
- la création d'espaces de stationnement (12 places dont une PMR). La nature des sols étant trop argileuse l'option de rendre cet aménagement perméable n'a pas été retenue (question de pérennité et d'efficacité sur l'ouvrage);
- la réhabilitation de la chaussée sur une largeur existante de 5,50 mètres en moyenne ;

- la délimitation des trottoirs avec les bordures en grès existantes, préalablement déposées, afin de permettre la reprise des niveaux ;
- l'aménagement d'un mini giratoire au carrefour avec la rue Creuse afin de réduire la vitesse des véhicules.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 468 525 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- VOULTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	431 025,00	92,00%
Honoraires MOE	37 500,00	8,00%
Total	468 525,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	187 410,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	140 557,50	30,00%
Commune	140 557,50	30,00%
Total	468 525,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095972 - COR - Aménagement de voies communales "Rue du Château et Rue de la Fontaine" et création d'une sente au cimetière - Commune de Balloy (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	119 500,00 € HT	40,00 %	47 800,00 €
	Montant total de la subvention		47 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLOY

Adresse administrative : 1 PLACE DE LA MAIRIE
77118 BALLOY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal CAMUSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Balloy (351 habitants, INSEE 2022) a réalisé plusieurs travaux d'aménagement permettant la circulation des piétons : une sente qui mène vers le cimetière et des trottoirs sur une partie de la rue du Château.

Toutefois, elle souhaite compléter ces travaux sur deux voies communales : rue de la Fontaine et rue du Château.

En effet, la rue de la Fontaine se trouve en sortie d'agglomération. Le projet portera sur le dérasement des accotements afin d'améliorer l'écoulement des eaux pluviales. Plusieurs purges de chaussée seront réalisées et des bordures seront posées au carrefour avec le chemin des Grandes Pâtures. Un renforcement généralisé sera ensuite mis en œuvre.

Par ailleurs, la rue du Château est étroite et empruntée régulièrement par les bus. En l'absence de trottoir, les piétons marchent sur l'accotement pour rejoindre le lotissement. Le

projet comprendra l'élargissement de la rue à 5 mètres, avec la mise en place d'un géotextile, de grave, et la pose d'enrobés. Une sente en enrobé sera aménagée, encadrée de bordurettes pour permettre l'évacuation des eaux de pluie vers les espaces verts. Les travaux comprendront également la mise en place de terre en épaulement, de part et d'autre de la chaussée, suivant les besoins.

Enfin, la commune souhaite aménager la voie centrale du cimetière pour la rendre accessible à tous. Le projet prévoit la création d'une sente en enrobé. La pose d'un géotextile, de grave et de gravillons de part et d'autre de la sente, permettra de renforcer l'allée pour le passage des engins des services techniques, d'infiltrer les eaux de ruissellement et de réduire l'entretien.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 119 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- BALLOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 700,00	92,64%
Honoraires MOE	8 800,00	7,36%
Total	119 500,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 800,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	35 850,00	30,00%
Commune	35 850,00	30,00%
Total	119 500,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097463 - (COR) - Réfection du réseau d'eaux pluviales dans le centre bourg (par avenant) - Commune de Bellot (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	133 672,00 € HT	40,00 %	53 468,80 €
Montant total de la subvention			53 468,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BELLOT

Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77510 BELLOT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Christine REIGNOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bellot (658 habitants, INSEE 2022), située à l'Est du Département de la Seine-et-Marne, sollicite une modification substantielle de son projet initial.

En effet, initialement, l'opération votée dans le cadre du dossier 23002998 et portée par la délibération n°CP 2023-157 du 1er juin 2023 concernait la réhabilitation de l'ancienne école en salle communale. Cette opération visait spécifiquement à réaménager le préau du bâtiment pour créer un espace dédié aux associations du hameau de Doucy.

Face à la répétition d'épisodes d'inondations sur son territoire, la commune estime nécessaire et prioritaire de substituer à ce projet initial une nouvelle opération. Cette dernière va consister en la « réfection du réseau d'eaux pluviales dans le centre bourg ». La commune précise que ce changement s'effectue dans le respect strict du cadre financier du contrat initial.

Par ailleurs, la commune indique que le projet de réhabilitation de l'ancienne école n'est pas abandonné mais simplement reporté pour une réalisation ultérieure.

Le nouveau projet d'assainissement pluvial intervient sur plusieurs voies : la Rue du Fourcheret, la Rue du Pont du ru et l'Impasse de l'Église.

Il comprend un ensemble de travaux, tels que des terrassements et remblais, la pose de canalisations et de regards, la réhabilitation du collecteur existant, ainsi que la réfection de

la voirie et des aménagements dédiés à la gestion des eaux pluviales.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 399 810 € HT plafonné à 133 672 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- BELLOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	133 672,00	100,00 %
Total	133 672,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	53 468,80	40,00%
Département de Seine-et-Marne	40 101,60	30,00%
Commune	40 101,60	30,00%
Total	133 672,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095973 - COR - Aménagement et sécurisation de la voirie "rue du stade, place de l'église, chemin de Provins, rue du Buisson, Grande rue, rue des Peupliers - RD71E" - Commune de Champcenest (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPCENEST

Adresse administrative : 8 AVENUE DES PEUPLIERS
77560 CHAMPCENEST

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine PERRIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement et sécurisation de la voirie (rue du stade, place de l'église, chemin de Provins, rue du Buisson, Grande rue, rue des Peupliers - RD71E)

Dates prévisionnelles : 20 juin 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Champcenest (197 habitants, INSEE 2022) souhaite réaliser des chantiers de mise en accessibilité de certaines rues pour permettre aux habitants d'accéder aux différents équipements de manière plus sécurisée.

En effet, la commune est traversée par la route départementale RD71E, nommée « rue des Peupliers ». Il n'existe pas de trottoir à l'exception d'une petite partie, devant la mairie, recouverte de cailloux et de terre. Le projet prévoit la dépose et repose des bordures, la création d'un avaloir et d'un trottoir aux normes PMR. Le tapis sera repris ensuite par le Département. La signalisation sera mise en place ainsi que l'aménagement de quatre traversées piétonnes. Des parties en grave seront aménagées pour accueillir du

stationnement et une place PMR sera réalisée à côté de la mairie.

Ce parking de 4 places devant la mairie est déjà existant, il sera juste borduré pour permettre la sécurisation du trottoir créé.

D'ailleurs, la rue du Stade se trouve dans la continuité de la place de l'église. La commune souhaite renforcer cette rue et créer une zone de rencontre. Sur la place de l'église, une voie, accueillant un nouvel abri bus et un trottoir, sera aménagée afin de faciliter ses manœuvres.

Quant au chemin de Provins, il est bordé d'habitations et dessert une zone agricole. La route est très dégradée à cause du ruissellement de l'eau. La commune souhaite réhabiliter cette voie et la classer en zone de rencontre. La chaussée sera recalibrée avec la pose de grilles avaloirs et la pose de caniveaux pour endiguer le ruissellement de l'eau de pluie.

Concernant la rue du Buisson, perpendiculaire à la rue des Peupliers, est une impasse très dégradée. De nouveaux caniveaux seront mis en place avec la création d'un trottoir et la mise en place d'un nouveau tapis.

Enfin, une petite partie de la Grande rue donne accès à une ferme et à quelques habitations en bout d'agglomération. La voie existante sera élargie pour créer des gares de croisement. Les travaux consisteront en la pose de caniveaux, de bouches avaloir et d'un nouveau tapis.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 519 500 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CHAMPCENEST

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	482 150,00	92,81%
Honoraires MOE	37 350,00	7,19%
Total	519 500,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	38,50%
Département de la Seine-et-Marne	150 000,00	28,87%
Commune	169 500,00	32,63%
Total	519 500,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095974 - COR - Réhabilitation de la salle des fêtes - Commune de Conches-sur-Gondaire (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONCHES SUR GONDOIRE

Adresse administrative : 6 PLACE DE L'EGLISE
77600 CONCHES SUR GONDOIRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame MARTINE DAGUERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de la salle des fêtes

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Par ailleurs, la Région autorise la commune de Conches-sur-Gondaire à démarrer ses travaux à compter du 1er juillet 2025. En effet il leur est nécessaire d'une part de pouvoir lancer l'ensemble des phases préalables aux travaux et d'autre part de disposer rapidement sur la commune d'une structure pour recevoir tous publics (ce qui est actuellement impossible sur la commune).

Description :

La commune de Conches-sur-Gondaire (1 751 habitants, INSEE 2022) souhaite réhabiliter la salle des fêtes afin de disposer d'une structure pour recevoir tous publics, ce qui est actuellement impossible sur la commune, obligée de louer à l'extérieur.

En effet, les différents équipements communaux n'ont pas été réhabilités ou mis aux normes depuis plusieurs années.

Ainsi, les travaux incluront la démolition partielle du bâtiment, la réhabilitation de la salle

(charpente, planchers, murs) et sa mise en accessibilité.

Une attention particulière sera portée aux problématiques de consommation d'énergie. Le projet intégrera aussi l'isolation des murs et de la toiture, le remplacement des menuiseries extérieures et de l'éclairage en LED, ainsi que des aménagements intérieurs.

Pour finir, la mise en place d'une pompe à chaleur et de panneaux photovoltaïques en toiture permettra la production d'énergies renouvelables.

Un parking paysagé sera réalisé conformément aux préconisations de l'Architecte des Bâtiments de France, avec un revêtement perméable, et composé d'une vingtaine de places.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 087 475,59 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CONCHES-SUR-GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 032 875,59	94,98%
Honoraires MOE	54 600,00	5,02%
Total	1 087 475,59	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	18,39%
Département de la Seine-et-Marne	150 000,00	13,79%
Commune	737 475,59	67,82%
Total	1 087 475,59	100,00 %

DOSSIER N° EX095981 - COR - Agrandissement de la cour d'école - Commune de Féricy (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	106 700,00 € HT	40,00 %	42 680,00 €
Montant total de la subvention			42 680,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FERICY

Adresse administrative : 1 ROUTE DE BARBEAU
77133 FERICY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Luc GERMAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : agrandissement de la cour de l'école

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Par ailleurs la commune de Féricy est autorisée à démarrer ses travaux à compter du 15 juillet 2025. En effet il leur est nécessaire d'une part de réaliser les travaux, en site inoccupé, durant les vacances scolaires estivales et d'autre part de pouvoir disposer d'un espace achevé pour la rentrée 2025-2026 au regard des effectifs croissants d'élèves inscrits.

Description :

La commune de Féricy (613 habitants, INSEE 2022) souhaite agrandir la cour de l'école afin d'offrir aux élèves un espace de jeu et de détente plus sécurisé et adapté.

En effet, la cour d'école actuelle est insuffisante pour accueillir un nombre croissant d'élèves qui oblige à faire 2 services de récréation. Elle est aussi peu adaptée aux activités sportives ainsi qu'aux activités pédagogiques telles que la classe en extérieur.

Ainsi, le projet prévoit d'agrandir cet espace de récréation sur un terrain mitoyen, propriété de la commune pour offrir plus d'espace aux enfants, sécuriser les lieux en réaménageant

les accès et améliorer la visibilité des surveillants.

Enfin, un nouveau revêtement, des ilots de fraîcheur et de nouveaux équipements favorisant le bien-être et l'épanouissement des élèves seront également réalisés.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 106 700 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- FERICY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	106 700,00	100,00 %
Total	106 700,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	42 680,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	32 010,00	30,00%
Commune	32 010,00	30,00%
Total	106 700,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095983 - COR - Mise aux normes et agrandissement de la Salle Polyvalente - Commune de Féricy (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	393 300,00 € HT	40,00 %	157 320,00 €
Montant total de la subvention			157 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FERICY

Adresse administrative : 1 ROUTE DE BARBEAU
77133 FERICY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Luc GERMAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes et agrandissement de la Salle Polyvalente

Dates prévisionnelles : 6 mars 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Par ailleurs, la Région autorise la commune de Féricy à démarrer ses travaux à compter du 15 juillet 2025. En effet il leur est nécessaire d'une part de réaliser les travaux, en site inoccupé, durant les vacances scolaires estivales et d'autre part de pouvoir disposer d'un espace achevé pour la rentrée 2025-2026 au regard des effectifs croissants d'élèves inscrits.

Description :

La commune de Féricy (613 habitants, INSEE 2022) souhaite réaliser des travaux de rénovation afin de mettre aux normes la salle polyvalente pour améliorer son confort et ses utilisations diverses.

En effet, la salle polyvalente est vieillissante et ne répond plus aux normes ainsi qu'aux besoins actuels avec une capacité d'accueil limitée.

Le projet vise à moderniser les équipements pour optimiser l'utilisation de la salle afin d'améliorer le confort d'usage pour la restauration scolaire, l'accueil des élèves durant le

temps périscolaire ainsi que des associations locales.

Les travaux comprendront la création d'un espace de stockage, la mise aux normes PMR dont la création de sanitaires adaptés, l'extension et l'adaptation de la petite salle pour créer un espace de restauration.

L'aménagement d'un espace cuisine et la création d'un local pour les poubelles sont également prévus.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 393 300 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- FERICY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	326 300,00	82,96%
Honoraires MOE	67 000,00	17,04%
Total	393 300,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	157 320,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	117 990,00	30,00%
Commune	117 990,00	30,00%
Total	393 300,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX095976 - COR - Aménagements sécuritaires et création de parking
"Grande rue - RD 20A et rue de l'Attinerie" - Commune de la Celle-sur-Morin (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	475 000,00 € HT	40,00 %	190 000,00 €
Montant total de la subvention			190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CELLE-SUR-MORIN

Adresse administrative : 1 RUE D'EN BAS
77515 LA CELLE-SUR-MORIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Jacqueline SCHAUFLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements sécuritaires et la création d'un parking au sein de l'agglomération (Grande rue - RD 20A et rue de l'Attinerie)

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2023 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la première facture de relevé topographique.

Description :

La commune de la Celle-sur-Morin (1 246 habitants, INSEE 2022) souhaite augmenter l'offre de stationnement et réhabiliter une partie de la voirie communale.

En effet, avec le nombre croissant d'automobilistes habitant sur la Celle-sur-Morin, il est de plus en plus difficile de trouver un stationnement en cœur de bourg. Ainsi, la commune souhaite réaliser des travaux sur une durée de trois ans.

Dans un premier temps sera traitée la réhabilitation d'un terrain comprenant un bâtiment agricole, propriété communale, au centre du village. Cet ancien hangar agricole sera démonté avec préservation des murs briards qui seront rénovés en enduit gratté. Le terrain sera terrassé sur son ensemble, soit environ 900 m².

Un géotextile sera installé sous la zone de stationnement et un puisard sera réalisé dans les

espaces verts. Le parking sera composé de 26 places dont une PMR. Cet aménagement sera intégralement perméable avec structure de cailloux et pavés drainants, plus des espaces verts pour faciliter la récupération des eaux.

Dans un second temps, la municipalité souhaite sécuriser la Grande Rue (RD 20A). Ainsi seront réalisés des trottoirs respectant les normes d'accessibilité et permettant un stationnement organisé. Le revêtement sur chaussée sera réalisé par le Conseil Départemental. Les enrobés des trottoirs seront de couleur miel. Deux coussins berlinois seront mis en place.

Dans un troisième temps, la rue de l'Attinerie sera réhabilitée. Cette voie communale, finissant en impasse, est en très mauvais état. Sur la partie haute de la voie, un tapis renforcé sera réalisé. Sur la partie basse, la chaussée sera mise en pente unique avec la pose de bordures pour canaliser les eaux pluviales. Cette rue sera classée en « zone de rencontre ».

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 475 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- LA CELLE-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	441 300,00	92,91%
Honoraires MOE	33 700,00	7,09%
Total	475 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	190 000,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	142 500,00	30,00%
Commune	142 500,00	30,00%
Total	475 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095977 - COR - Réhabilitation d'un local existant en un poste de police municipal et construction d'un garage pour les véhicules - Commune du Mesnil-Amelot (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU MESNIL-AMELOT

Adresse administrative : 2 RUE DU CHAPEAU
77990 LE MESNIL AMELOT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain AUBRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un local existant en un poste de police municipal et construction d'un garage pour les véhicules

Dates prévisionnelles : 9 septembre 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune du Mesnil-Amelot (992 habitants, INSEE 2022) souhaite réhabiliter un bâtiment existant pour en faire un poste de police municipale et aussi construire un garage destiné aux véhicules de service.

En effet, la commune est propriétaire d'un bâtiment qui servait auparavant à l'accueil de loisirs. Ce local, devenu trop exigu pour accueillir les jeunes, a été fermé.

Ainsi, le projet consiste à réhabiliter entièrement l'intérieur de ce bâtiment afin d'y créer un poste de police municipale adapté. Le futur local comprendra : un espace accueil avec un bureau, une salle d'attente, une salle de rédaction, un local pour le stockage ainsi qu'un

espace de détente.

En parallèle, un nouveau bâtiment sera construit de l'autre côté de la rue avec des emplacements pour trois véhicules.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 578 769,39 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-AMELOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	493 817,39	85,32%
Honoraires MOE	84 952,00	14,68%
Total	578 769,39	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	34,56%
Département de la Seine-et-Marne	150 000,00	25,92%
Commune	228 769,39	39,53%
Total	578 769,39	100,00 %

DOSSIER N° EX095978 - COR - Aménagement de voies communales - Commune de Maison-Rouge-en-Brie (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISON-ROUGE

Adresse administrative : 14 RUE DU PAVE DU ROY
77370 MAISON-ROUGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PIERRE CAUMARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de voies communales (rue du Montois, rues de Lavau et de la Fontaine, rue du Parc, routes de Landoy et de La Chapelle - RD29)

Dates prévisionnelles : 3 août 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la date de la première facture de topographie.

Description :

La commune de Maison-Rouge-en-Brie (853 habitants, INSEE 2022) souhaite aménager des voies communales (rue du Montois, rues de Lavau et de la Fontaine, rue du Parc, routes de Landoy et de La Chapelle - RD29) afin d'augmenter l'offre de stationnement et offrir à ses habitants des aménagements de voirie plus sécurisés.

En effet, la rue du Montois se situe entre les communes de Lizines et de Maison Rouge. Pour limiter la vitesse excessive, la municipalité souhaite organiser de nouveaux stationnements en écluse. Le chantier prévoit également la création de nouveaux trottoirs en enrobé. Des coussins berlinois seront installés en amont et aval de la rue. Enfin, il sera réalisé une mise en peinture des places de stationnement et des passages piétons accompagnés de bandes podotactiles.

Les espaces de stationnement sont dits « à cheval » entre trottoir et voirie, il n'est pas

possible d'appliquer un traitement perméable.

Aussi, les rues de Lavau et de la Fontaine sont deux voies communales desservies par la route départementale n° 209. Le projet prévoit la pose de bordures, la mises à niveaux des tampons, la réalisation de deux traversées piétonnes et la reprise du tapis en enrobé.

Par ailleurs, la rue du Parc est une impasse dégradée, étroite, qui ne respecte pas les prescriptions d'accessibilité. Les bordures seront déposées et remplacées par des caniveaux sur 245 mètres linéaires et par des bordures hautes sur une quinzaine de mètres pour organiser le stationnement.

Enfin, les routes de Landoy et de la Chapelle, situées hors agglomération nécessitent une réhabilitation. Le débouché de la route de Landoy sur la route départementale n° 29 sera élargi de 1,5 mètre sur le domaine communal. Un nouveau tapis sera réalisé ainsi qu'une gare de croisement sur la voie menant à la Chapelle Saint Sulpice.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 536 100 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- MAISON-ROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	501 600,00	93,56%
Honoraires MOE	34 500,00	6,44%
Total	536 100,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	37,31%
Département de la Seine-et-Marne	150 000,00	27,98%
Commune	186 100,00	34,71%
Total	536 100,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095979 - COR - Aménagement des abords du gymnase - Commune de Mauregard (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAUREGARD

Adresse administrative : 12 RUE DE LA GRANDE ALLEE
77990 MAUREGARD

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Madeleine LATOUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement des abords du nouveau gymnase

Dates prévisionnelles : 15 mai 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la première facture d'honoraires de l'Architecte.

Description :

La commune de Mauregard (351 habitants, INSEE 2022) souhaite aménager les abords du futur gymnase communal afin d'améliorer le cadre de vie des usagers et renforcer le lien social.

En effet, la municipalité envisage la construction d'un gymnase de plus de 1 000 m², destiné à la pratique sportive en intérieur pour les scolaires, les associations locales et les habitants. Cet équipement permettra notamment la pratique du tennis couvert, du handball, du basket-ball, du volley-ball, du badminton ainsi que de l'escalade.

Ce projet s'accompagne de l'aménagement d'espaces publics extérieurs.

L'objectif ici c'est de créer un nouvel espace public de convivialité et de rencontre, intergénérationnel et végétalisé, au cœur du village. Situé à proximité du parc sportif et des

terrains de pétanque existants, ce lieu favorisera le lien social et améliorera la qualité de vie des habitants.

Les travaux envisagés comprennent :

- la création d'un parvis,
- l'aménagement d'allées piétonnes,
- l'aménagement d'une place ombragée,
- l'installation de bancs et d'une fontaine.

Une attention particulière sera portée à la végétalisation des lieux avec un choix privilégié d'essences locales pour les plantations d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces.

Enfin, deux mares agrémenteront l'espace pour une gestion durable des eaux pluviales.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 512 050,45 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- MAUREGARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	445 261,26	86,96%
Honoraires MOE	66 789,19	13,04%
Total	512 050,45	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	39,06%
Département de la Seine-et-Marne	150 000,00	29,29%
Commune	162 050,45	31,65%
Total	512 050,45	100,00 %

DOSSIER N° EX097658 - COR - Rénovation du terrain de football - Commune de Recloses (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	57 243,82 € HT	40,00 %	22 897,53 €
Montant total de la subvention			22 897,53 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RECLOSES

Adresse administrative : 1 RUE DES ECOLES
77760 RECLOSES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sonia RISCO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain de football

Dates prévisionnelles : 30 avril 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Recloses (624 habitants, INSEE 2022) engage un projet de restructuration du terrain de football communal.

Situé à proximité des autres équipements sportifs du village (terrain de pétanque, terrain de tennis et de basket), chemin de la Butte Blanche, ce terrain communal n'a pas bénéficié d'un entretien régulier et se retrouve désormais inutilisable. De plus, les buts ne sont plus aux normes. Par conséquent, la commune souhaite mettre en conformité cet équipement.

À cette fin, un décapage de la surface sera d'abord réalisé. Le projet comprendra ensuite la pose de sable ainsi que la réalisation d'un semis de gazon. Les travaux porteront également sur le traçage d'un terrain à 11 et de deux terrains à 8, dans la largeur, de même que l'installation de deux buts. Enfin, une clôture en bois, un portail et deux portillons seront

posés autour du terrain.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 60 596,86 € HT plafonné à 57 243,82 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- RECLOSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	55 548,13	91,67%
Honoraires MOE	5 048,73	8,33%
Total	60 596,86	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	22 897,53	37,79%
Département de la Seine-et-Marne	17 173,15	28,34%
Commune	20 526,18	33,87%
Total	60 596,86	100,00 %

DOSSIER N° EX097659 - COR - Aménagement de voies communales "rue Clos Fourrée, rue de l'Orme, chemin de Paris, chemin de la Vieille Montagne" - Commune de Recloses (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	442 756,18 € HT	40,00 %	177 102,47 €
Montant total de la subvention			177 102,47 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RECLOSES

Adresse administrative : 1 RUE DES ECOLES
77760 RECLOSES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sonia RISCO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de voies communales (rue Clos Fourrée, rue de l'Orme, chemin de Paris, chemin de la Vieille Montagne)

Dates prévisionnelles : 30 avril 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Par ailleurs la commune de Recloses est autorisée sur cette opération à démarrer ses travaux à compter du 29 septembre 2025 au regard de la forte dégradation de la chaussée qui nécessite urgemment d'enclencher l'ensemble des procédures pour sécuriser cet axe dans les meilleurs délais.

Description :

La commune de Recloses (624 habitants, INSEE 2022) souhaite réaménager quatre de ses voies communales.

En effet, les chaussées présentent actuellement des affaissements ainsi que des nids de poule ponctuels. De plus, les accotements en espaces verts n'assurent pas de continuité piétonne sécurisée.

Les voies concernées par ces travaux sont : la rue du Clos à la Fourrée, qui dessert le cimetière et plusieurs entreprises ; la rue de l'Orme, située entre la rue de Larchant et la rue d'Ury (RD 63e1) ; puis le chemin de Paris, entre la rue des Champs et la rue Grande (RD 63e2) ; et enfin, le chemin de la Vieille Montagne, reliant la place du Pilori au chemin de la Butte Blanche.

Les travaux porteront sur le recalibrage de la rue du Clos à la Fourrée et de la rue de l'Orme, afin de créer, sur chacune de ces voies, un cheminement piétonnier d'une largeur de 1,50 mètre.

Le projet inclut également la création d'un trottoir sur le chemin de Paris, avec un côté impair en stabilisé et un côté pair enherbé. Après rabotage, les voies seront délimitées par la pose de caniveaux en béton et de nouveaux enrobés.

Enfin, sur la rue de l'Orme et le chemin de Paris, la création et/ou la modification de grilles avaloirs seront nécessaires afin de recueillir correctement les eaux de pluie.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 468 690,51 € HT plafonné à 442 756,18 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- RECLOSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	430 789,24	91,91%
Honoraires MOE	37 901,27	8,09%
Total	468 690,51	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	177 102,47	37,79%
Département de la Seine-et-Marne	132 826,85	28,34%
Commune	158 761,19	33,87%
Total	468 690,51	100,00 %

DOSSIER N° EX097767 - COR- Construction de la salle de restauration - Commune de Saint-Hilliers (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	410 000,00 € HT	40,00 %	164 000,00 €
Montant total de la subvention			164 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-HILLIERS

Adresse administrative : 17 IMPASSE DE LA CAHUTTE
77160 SAINT HILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la salle de restauration

Dates prévisionnelles : 25 juillet 2024 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Saint-Hilliers (479 habitants, INSEE 2022) souhaite se doter d'une nouvelle salle de restauration.

En effet, l'actuelle cantine, d'une superficie d'environ 45 m², se situe entre deux salles de classe dans un bâtiment datant du début du XX^{ème} siècle. Or, la crise sanitaire du COVID et ses protocoles ont mis en évidence le manque de places pour l'accueil des enfants dans cet espace.

Face à cette situation, la commune a donc engagé une réflexion sur l'agrandissement du restaurant scolaire, mais celui-ci ne peut être envisagé à son emplacement actuel. C'est pourquoi la construction d'un bâtiment mixte est programmée, spécialement conçu pour l'accueil des enfants pendant la restauration et les temps périscolaires. De plus, cette salle

pourra être mise à disposition des associations communales en dehors des temps scolaires et périscolaires.

Les postes principaux de dépenses concerneront le gros œuvre, les menuiseries, la couverture, ainsi que l'ensemble des postes d'aménagement intérieur.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 411 568,29 € HT plafonné à 410 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	364 079,64	88,46%
Honoraires MOE	47 488,65	11,54%
Total	411 568,29	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	164 000,00	39,85%
Département de la Seine-et-Marne	123 000,00	29,89%
Commune	124 568,29	30,27%
Total	411 568,29	100,00 %

DOSSIER N° EX097768 - COR - Aménagement d'un passage de l'école vers la salle de restauration scolaire - Commune de Saint-Hilliers (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	20 000,00 € HT	40,00 %	8 000,00 €
Montant total de la subvention			8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-HILLIERS

Adresse administrative : 17 IMPASSE DE LA CAHUTTE
77160 SAINT HILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un passage de l'école vers la salle de restauration scolaire

Dates prévisionnelles : 25 juillet 2024 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Saint-Hilliers (479 habitants, INSEE 2022) souhaite, en complément de l'action relative à la construction d'une salle de restauration, procéder à l'aménagement d'un passage sécurisé.

En effet, la construction du nouveau bâtiment ne pouvant être envisagée sur l'emprise de l'école, il a été prévu de réaliser un passage afin de permettre aux enfants de se déplacer en toute sécurité entre l'école et la cantine.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 20 207,80 € HT plafonné à 20 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	17 876,13	88,46%
Honoraires MOE	2 331,67	11,54%
Total	20 207,80	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 000,00	39,59%
Département de la Seine-et-Marne	6 000,00	29,69%
Commune	6 207,80	30,72%
Total	20 207,80	100,00 %

DOSSIER N° EX097769 - COR - Aménagement de la voirie d'accès au bâtiment du restaurant scolaire - Commune de Saint-Hilliers (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 000,00 € HT	40,00 %	28 000,00 €
Montant total de la subvention			28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-HILLIERS

Adresse administrative : 17 IMPASSE DE LA CAHUTTE
77160 SAINT HILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de voies d'accès au bâtiment du restaurant scolaire

Dates prévisionnelles : 31 mars 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Saint-Hilliers (479 habitants, INSEE 2022) souhaite aménager la voie d'accès au bâtiment communal.

À cet effet, une extension de l'impasse de la Cahutte est envisagée. Cette extension permettra d'assurer l'accès au bâtiment à la fois pour les services de livraison des repas et pour l'alimentation de la nouvelle chaufferie biomasse.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 75 380,50 € HT plafonné à 70 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	66 682,75	88,46%
Honoraires MOE	8 697,75	11,54%
Total	75 380,50	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 000,00	37,14%
Département de la Seine-et-Marne	21 000,00	27,86%
Commune	26 380,50	35,00%
Total	75 380,50	100,00 %

**DOSSIER N° EX095984 - COR - Enfouissement des réseaux de la rue des Plantes
"RD 11" - Commune de Saint-Martin-en-Bière (77)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	292 662,21 € HT	40,00 %	117 064,88 €
Montant total de la subvention			117 064,88 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Adresse administrative : 1 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS
77630 SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique FEMENIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : enfouissement des réseaux de la rue des Plantes (RD 11)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Par ailleurs, la commune de Saint-Martin-en-Bière est autorisée à démarrer ses travaux à compter du 1er juillet 2025. En effet, il leur est nécessaire de pouvoir sécuriser dans les meilleurs délais cet axe, de programmer la réalisation de ces travaux et d'en minimiser la gêne sur la période estivale.

Description :

La commune de Saint-Martin-en-Bière (746 habitants, INSEE 2022) souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux aériens dans le hameau de Macherin, le long de la rue des Plantes (route départementale n° 11).

En effet, ce projet s'inscrit dans la poursuite de l'opération de sécurisation des réseaux avec pour objectifs de libérer l'emprise sur le trottoir et d'embellir le cadre de vie du village.

Les travaux porteront sur l'enfouissement :

- du réseau de basse tension,
- des réseaux de communications électroniques (réseau Orange et XP Fibre),

- de l'éclairage public.

Les travaux seront réalisés en deux tranches :

- de l'intersection avec la rue du Montoir jusqu'à la rue de la Liesserie ;
- puis jusqu'au chemin de la Tonnelé.

Par ailleurs, la commune a transféré la maîtrise d'ouvrage des travaux au Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne (SDESM) et a bénéficié à ce titre d'une aide financière d'un montant de 155 844 € de la part de cet organisme.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 515 296,50 € HT plafonné à 292 662,21 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	515 296,50	100,00 %
Total	515 296,50	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	117 064,88	22,72%
Département de la Seine-et-Marne	87 798,66	17,04%
Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne	155 844,00	30,24%
Commune	154 588,96	30,00%
Total	515 296,50	100,00 %

DOSSIER N° EX095987 - COR - Amélioration acoustique de la salle polyvalente et de la cantine - Commune de Saint-Martin-en-Bière (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	30 539,25 € HT	40,00 %	12 215,70 €
Montant total de la subvention			12 215,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Adresse administrative : 1 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS
77630 SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique FEMENIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : amélioration acoustique de la salle polyvalente et de la cantine

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Par ailleurs, la Région autorise la commune de Saint-Martin-en-Bière à démarrer ses travaux à compter du 1er juillet 2025.

En effet, il leur est nécessaire de pouvoir procéder aux améliorations acoustiques avec une cantine en site non occupé et ce dans les meilleurs délais pour et d'en minimiser la gêne sur la période estivale.

Description :

La commune de Saint-Martin-en-Bière (746 habitants, INSEE 2022) souhaite engager des travaux visant à améliorer le confort acoustique de la salle polyvalente et de la cantine scolaire.

En effet, ces deux espaces, situés rue du Menhir, au centre du bourg, présentent actuellement une isolation phonique insuffisante. Seuls les plafonds sont équipés de quelques dalles absorbantes. Or, compte tenu de leur usage intensif et des résultats du diagnostic de performance récemment réalisé, la commune envisage de réduire l'exposition

des usagers, en particulier les enfants, aux nuisances sonores, en améliorant le confort acoustique.

Le projet prévoit :

- l'installation de cadres muraux décoratifs en tissu sur les parois verticales ;
- des baffles cylindriques seront également posés au plafond de la salle polyvalente ;
- des ilots suspendus seront installés dans la cantine afin de limiter les nuisances sonores.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 30 539,25 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 539,25	100,00 %
Total	30 539,25	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 215,70	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	9 161,78	30,00%
Commune	9 161,77	30,00%
Total	30 539,25	100,00 %

DOSSIER N° EX095991 - COR - Aménagement sécuritaire du quartier des Alloirs - Commune de Saint-Martin-en-Bière (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	18 545,00 € HT	40,00 %	7 418,00 €
Montant total de la subvention			7 418,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Adresse administrative : 1 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS
77630 SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique FEMENIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement sécuritaire du quartier des Alloirs (rue des Alloirs, chemin de la Tonnelé et passage du Marchais)

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Martin-en-Bière (746 habitants, INSEE 2022) souhaite réaliser des aménagements destinés à améliorer la sécurité routière dans le quartier des Alloirs situé au hameau de Macherin. Sont concernés : la rue des Alloirs, le chemin de la Tonnelé et le passage du Marchais.

Afin de réduire la vitesse des véhicules et de sécuriser au mieux les déplacements des piétons, la commune prévoit la mise en place de dispositifs de modération de la vitesse tels que des ralentisseurs, des chicanes et des coussins berlinois.

Le projet comprend également une modification des sens de circulation avec l'installation de nouveaux panneaux de signalisation (sens unique, sen interdit et interdiction de tourner).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 18 545 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	18 545,00	100,00 %
Total	18 545,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 418,00	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	5 563,50	30,00%
Commune	5 563,50	30,00%
Total	18 545,00	100,00 %

DOSSIER N° EX095993 - COR - Sécurisation du dépôt communal - Commune de Saint-Martin-en-Bière (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	7 749,65 € HT	40,00 %	3 099,86 €
Montant total de la subvention			3 099,86 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Adresse administrative : 1 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS
77630 SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique FEMENIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation du dépôt communal

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Martin-en-Bière (746 habitants, INSEE 2022) dispose d'un espace extérieur, situé rue des Alloirs au hameau de Macherin, utilisé par les services techniques pour entreposer divers matériaux. Actuellement, ce dépôt n'est pas sécurisé.

Le projet prévoit le remplacement du portail en bois, qui ne ferme plus, par un portail coulissant en aluminium. Les travaux comprennent la réalisation d'un seuil en béton, le scellement des poteaux et la pose du portail.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 7 749,65 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 749,65	100,00 %
Total	7 749,65	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 099,86	40,00%
Département de la Seine-et-Marne	2 324,90	30,00%
Commune	2 324,89	30,00%
Total	7 749,65	100,00 %

DOSSIER N° EX096425 - COR - Construction d'une salle multi-activités - commune de Drocourt (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DROCOURT

Adresse administrative : RUE DU GUE
78440 DROCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DOMINIQUE PIERRET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 février 2025 - 20 avril 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet correspond à la date de la signature du marché avec le maître d'œuvre.

Description :

La commune de Drocourt (556 habitants - INSEE 2022) ne dispose que d'une petite salle éloignée de l'école pour les différentes activités scolaires, associatives et communales. Elle souhaite faire construire sur le terrain de l'ancienne mairie une salle multi-activités.

Le projet prévoit :

- la démolition de l'ancienne mairie ;
- la construction en ossature bois sur socle béton d'une salle modulable et polyvalente d'une surface de 116,28 m². Les autres espaces se répartissent entre le hall (17,85 m²), les vestiaires/sanitaires (17,85 m²), un office (6,94 m²), un espace rangement (14,88 m²) et des locaux techniques (18,71 m²) ;
- l'isolation thermique du bâtiment et de la couverture ;
- la conservation partielle des espaces végétalisés existants et des arbres.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 048 602 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- DROCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	126 041,00	12,02%
Travaux	922 561,00	87,98%
Total	1 048 602,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	19,07%
Département au titre du CoR	150 000,00	14,30%
Département au titre du CRY+	122 500,00	11,68%
DETR	117 000,00	11,16%
Fonds de concours intercommunal	50 000,00	4,77%
Commune	409 102,00	39,01%
Total	1 048 602,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096934 - COR - Aménagement du coeur de village - commune de Favrieux (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FAVRIEUX

Adresse administrative : ROUTE DE MANTES
78200 FAVRIEUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Lionel LEMARIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 juillet 2024 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'intégration dans le périmètre subventionnable du coût d'acquisition du terrain sur lequel le projet d'aménagement est situé. La date de début de projet correspond à la date de la signature de l'acte authentique.

L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux dès le 1er août 2025 afin de bénéficier d'une affluence réduite sur la route départementale bordant le site accueillant le projet. La commune a établi cette demande de démarrage anticipé des travaux par courrier du 6 juin 2025.

Description :

Dans le cadre de l'aménagement du cœur de village, la commune de Favrieux (155 habitants - INSEE 2022) prévoit l'implantation d'un commerce au 39 bis route de Mantes sur une partie de l'emprise foncière d'un vieux corps de ferme désaffecté, dont l'acquisition a été réalisée en juillet 2024.

Pour accompagner l'installation de ce commerce, la commune souhaite démolir les bâtiments agricoles inoccupés et vétustes situés sur la parcelle, aménager l'accès au site depuis le carrefour avec la RD 928 et créer un parking d'une quinzaine de places.

Les travaux comprendront :

- la démolition des bâtiment existants ;
- la constitution des structures de voiries et de trottoirs ;
- la création de places de stationnement en matériaux perméables (dalles alvéolaires engazonnées) pour limiter le ruissellement des eaux fluviales ;
- un aménagement paysager des abords de la mare située sur le site.

Ce projet permettra le développement d'un lieu d'attractivité et de centralité ainsi que la mise en valeur d'une friche à l'abandon depuis plusieurs années.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 617 577 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- FAVRIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	170 000,00	27,53%
Etudes et prestations de services	25 429,00	4,12%
Travaux	422 148,00	68,36%
Total	617 577,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	32,38%
Département des Yvelines au titre du CoR	150 000,00	24,29%
Département des Yvelines au titre du CRY+	82 304,00	13,33%
Commune	185 273,00	30,00%
Total	617 577,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096853 - COR - Rénovation intérieure de l'église - commune de La Villeneuve-en-Chevrie (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	300 000,00 € HT	40,00 %	120 000,00 €
Montant total de la subvention			120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Adresse administrative : 42 RUE GRANDE
78270 LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain PEZZALI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet correspond à la date de signature du marché de maîtrise d'œuvre.

Description :

L'église Saint-Nicolas de la commune de La Villeneuve-en-Chevrie (662 habitants - INSEE 2022) date du XIIème siècle et a été fortement transformée dans le courant du XIXème siècle. Elle abrite différents objets protégés (statut, tableaux, bannière).

Des travaux de rénovation intérieure sont nécessaires : maçonnerie fissurée, plancher vétuste, fissures et dislocations importantes dans la nef, dallage usagé...

Le projet comprend :

- la dépose de l'ensemble de la statuaire et des tableaux et le déplacement du mobilier ;
- la dépose des lambris ;
- la pose et raccordement d'un tableau électrique dans la sacristie ;
- la réfection du sol et le nettoyage et remise en cire du parquet ;

- la reprise de l'ensemble des fissures avec coulinage dans les maçonneries ;
- le dégarnissage de l'ensemble des maçonneries et la réalisation d'un enduit à la chaux avec en finition un badigeon de lait de chaux.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 381 401 € HT, plafonné à 300 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	40 620,00	10,33%
Travaux	340 781,00	89,67%
Total	381 401,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	120 000,00	30,51%
Département des Yvelines au titre du CoR	90 000,00	22,88%
Département des Yvelines au titre du CRY+	56 981,00	16,61%
Commune	114 420,00	30,00%
Total	381 401,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX096854 - COR - Rénovation du foyer rural et de la mare communale
- commune de La Villeneuve-en-Chevrie (78)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	200 000,00 € HT	40,00 %	80 000,00 €
Montant total de la subvention			80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Adresse administrative : 42 RUE GRANDE
78270 LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain PEZZALI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 août 2024 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet correspond à la date de la première facture d'études acquittée.

Description :

Le foyer communal de La Villeneuve-en-Chevrie (662 habitants - INSEE 2022) a été construit en 1986 et accueille l'ensemble des activités associatives, scolaires et festives du territoire. La commune souhaite réhabiliter le bâtiment car il présente plusieurs problèmes : présence d'amiante, chauffage électrique énergivore, façades défraîchie, altération du confort acoustique intérieur.

Les travaux prévoient :

- la suppression de l'amiante de la toiture et la pose d'ardoises naturelles et d'un dispositif de recueillement des eaux pluviales ;
- la mise en place d'une isolation soufflée pour éviter les déperditions thermiques ;
- l'installation de système abat-sons ;
- le nettoyage haute-pressure des façades et peinture pour un embellissement extérieur ;

- l'installation de panneaux photovoltaïques pour assurer une partie de la production électrique (éclairage et chauffage) et permettre des économies d'énergie.

La mare communale (1 150 m²) se situe au cœur du village, peu profonde et comporte une île en son milieu. Elle offre aux riverains un espace vert avec promenade sur tout son pourtour et un lieu de pêche.

Le lieu présente des dégradations, notamment sur les potelets en bois délimitant les rives de la mare et de l'île. Les travaux prévoient :

- la dépose du tunage bois vétuste, la réfection des berges et la mise en place de boudins en géotextile et fibres de coco pour sécuriser et de façonner les rives par un fascinage naturel ;
- l'installation d'un banc et d'une table de pique-nique afin de rendre ce lieu plus convivial.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 276 431 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- LA VILLENEUVE-EN-CHEVRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	23 000,00	8,32%
Travaux	253 431,00	91,68%
Total	276 431,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	80 000,00	28,94%
Département des Yvelines au titre du CoR	60 000,00	21,71%
Département des Yvelines au titre du CRY+	53 502,00	19,35%
Commune	82 929,00	30,00%
Total	276 431,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097297 - COR - Acquisition d'un terrain et aménagement d'un chemin piétonnier, Grande Rue - Commune de Bois-Herpin (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	26 519,00 € HT	40,00 %	10 607,60 €
	Montant total de la subvention		10 607,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS-HERPIN

Adresse administrative : 25 GRANDE RUE
91150 BOIS HERPIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Evelyne THOUMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de prendre en compte sur ce projet l'acquisition de la parcelle identifiée par le maître d'ouvrage. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique d'acquisition de cette parcelle.

Par ailleurs, la Région autorise la commune du Bois-Herpin à démarrer ses travaux à compter du 10 octobre 2025 pour des raisons opérationnelles.

Description :

La commune de Bois-Herpin (84 habitants - INSEE 2022) souhaite acquérir une parcelle afin de créer un chemin piétonnier pour permettre aux habitants d'aller d'un bout à l'autre de la commune en toute sécurité sans avoir à emprunter la route départementale.

L'opération comprendra principalement :

- l'acquisition de la parcelle ;
- le curage d'enrobé ;
- l'aménagement d'un chemin piéton ;
- des travaux de terrassement ;
- la fourniture et mise en œuvre de grave ciment et enrobé.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 26 519€ HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- BOIS-HERPIN

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition terrain	1 033,00	3,90%
Travaux	25 486,00	96,10%
Total	26 519,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 607,60	40,00%
Département de l'Essonne	7 956,00	30,00%
Commune	7 955,40	30,00%
Total	26 519,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097299 - COR - Travaux de voirie diverses rues - Commune de Bois-Herpin (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	15 187,00 € HT	40,00 %	6 074,80 €
Montant total de la subvention			6 074,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS-HERPIN

Adresse administrative : 25 GRANDE RUE
91150 BOIS HERPIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Evelyne THOUMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bois-Herpin (84 habitants - INSEE 2022) souhaite réaliser des travaux de voirie dans diverses rues. Des places de parking avec revêtement perméable seront créées devant la mairie et le château d'eau afin d'éviter le stationnement anarchique sur la chaussée. La création d'un avaloir va faciliter l'évacuation des eaux pluviales.

Les travaux comprendront principalement :

- la réfection d'un bateau devant la mairie ;
- la fourniture et pose de bordures et de caniveaux ;
- la création de places de parking en Evergreen;
- la création d'un avaloir

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 15 187 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- BOIS-HERPIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	15 187,00	100,00 %
Total	15 187,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 074,80	40,00%
Département de l'Essonne	4 556,00	30,00%
Commune	4 556,20	30,00%
Total	15 187,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097301 - COR - Travaux de réfection et de mise en conformité de la mairie - Commune de Bois-Herpin (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	21 130,00 € HT	40,00 %	8 452,00 €
Montant total de la subvention			8 452,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS-HERPIN

Adresse administrative : 25 GRANDE RUE
91150 BOIS HERPIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Evelyne THOUEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Bois-Herpin (84 habitants - INSEE 2022) constatant que l'électricité et la protection incendie de la mairie ne sont plus aux normes, a programmé la réfection et la mise en conformité de celle-ci.

L'opération comprendra principalement :

- la dépose et le changement du tableau de protection électrique principal ;
- la dépose, la fourniture et pose d'une nouvelle alarme incendie ;
- la réfection de l'éclairage des blocs-secours ;
- la réfection de l'alimentation du chauffe-eau.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 21 130 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- BOIS-HERPIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	21 130,00	100,00 %
Total	21 130,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 452,00	40,00%
Département de l'Essonne	6 339,00	30,00%
Commune	6 339,00	30,00%
Total	21 130,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097342 - COR - Travaux de sécurisation des écoles maternelle et élémentaire - Commune de Corbreuse (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	15 964,00 € HT	40,00 %	6 385,60 €
Montant total de la subvention			6 385,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE

Adresse administrative : 8 RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur José CORREIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 octobre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux urgents sur une période moins soumise aux aléas météorologiques de fin d'année, et d'optimiser la pérennité de ces interventions.

Description :

La commune de Corbreuse (1 675 habitants - INSEE 2022) souhaite réaliser des travaux de sécurisation des écoles maternelle et élémentaire. En effet les clôtures des écoles présentent des signes de vétusté et n'isolent pas bien des habitations. Il est donc nécessaire de créer deux murs, celui-ci sera surmonté d'un grillage rigide côté école élémentaire.

L'opération comprendra principalement :

- la création de murs côté maternelle et élémentaire ;
- la création de fondations pour la réalisation de ceux-ci ;
- la fourniture et pose de grillages ;
- la fourniture et pose de poteaux.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 15 964 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	15 964,00	100,00 %
Total	15 964,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 385,60	40,00%
Département de l'Essonne	4 789,20	30,00%
Commune	4 789,20	30,00%
Total	15 964,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX097344 - COR - Rénovation de la salle de l'Arsenal, rue de l'Orme
Creux - Commune de Corbreuse (91)**

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	20 086,00 € HT	40,00 %	8 034,40 €
Montant total de la subvention			8 034,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE

Adresse administrative : 8 RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur José CORREIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Corbreuse (1 675 habitants - INSEE 2022) souhaite rénover la salle de l'Arsenal qui présente des signes de vétusté. Il est prévu la réfection de la couverture, ainsi que la rénovation de l'intérieur du bâtiment (reprise des murs et des plafonds).

L'opération comprendra principalement :

- la dépose de la toiture existante ;
- la fourniture et pose d'une isolation mince en rampant de toiture ;
- la fourniture et pose d'une toiture et gouttière en zinc ;
- la rénovation des plafonds et des murs de la grande salle (ponçage, décapage, enduit, peinture) ;
- la rénovation des plafonds de la cuisine (dépose du plafond en plaques de plâtre, fourniture et pose d'une isolation en laine de verre, fourniture et pose d'un plafond, peinture) ;
- la rénovation des murs de la cuisine ;
- la rénovation de portes en bois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 20 086 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	20 086,00	100,00 %
Total	20 086,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 034,40	40,00%
Département de l'Essonne	6 025,80	30,00%
Commune	6 025,80	30,00%
Total	20 086,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097346 - COR - Réhabilitation de trois logements rue des Montceaux - Commune de Corbreuse (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	279 745,00 € HT	40,00 %	111 898,00 €
Montant total de la subvention			111 898,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE

Adresse administrative : 8 RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur José CORREIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Corbreuse (1 675 habitants - INSEE 2022) souhaite réhabiliter 3 logements communaux, rue des Montceaux.

Au 5 et 5 bis rue des Montceaux il s'agit du changement des menuiseries extérieures et volets, de la reprise du mur de soutènement de la cave, du chaînage du mur extérieur et du doublage des murs par l'extérieur.

Concernant le logement au 9 rue des Montceaux, la partie à réhabiliter se situe au-dessus d'un commerce.

L'opération comprendra principalement :

- la réhabilitation d'un mur de soutènement (démolition, exécution d'une fouille en rigole, fourniture et pose d'une armature métallique, fondations, recreation d'un mur) ;
- le changement de toutes les menuiseries extérieures ;
- des travaux de chaînage sur mur extérieur, et doublage des murs par l'intérieur ;
- la réhabilitation totale de l'étage d'un bâtiment.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 351 174 € HT plafonné à 279 745 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	351 174,00	100,00 %
Total	351 174,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	111 898,00	31,86%
Département de l'Essonne	83 923,50	23,90%
Commune	155 352,50	44,24%
Total	351 174,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097349 - COR - Travaux de voirie dans diverses voies communales - Commune de Corbreuse (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	175 322,00 € HT	40,00 %	70 128,80 €
Montant total de la subvention			70 128,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE

Adresse administrative : 8 RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur José CORREIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 octobre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux urgents sur une période moins soumise aux aléas météorologiques de fin d'année, et d'optimiser la pérennité de ces interventions.

Description :

La commune de Corbreuse (1 675 habitants - INSEE 2022) souhaite réhabiliter diverses voiries communales qui présentent des signes de vétusté et de dangerosité. Ainsi il prévu de traiter les voiries et trottoirs suivantes : routes du Trouvilliers et de Saint-Martin, chemin des Dixmes et rues du Cordier et rue de l'Orme Creux.

De plus la rénovation complète des sentes communales de Marly et du clos de Coignières est prévue afin de favoriser les déplacements piétons et le maillage de voies douces sur le territoire.

L'opération comprend principalement :

- la démolition et du terrassement ;
- la pose de géotextiles et de géomembranes ;
- la fourniture et pose de bordures et trottoirs ;
- la mise en œuvre d'enrobés bitumineux et graves ciment ;
- des travaux d'assainissement ;
- la fourniture et pose de mobiliers urbains ;

- la création d'un parking drainant et voie d'accès au cimetière;
- la réfection de sentes.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 175 322 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	175 322,00	100,00 %
Total	175 322,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	70 128,80	40,00%
Département de l'Essonne	52 596,60	30,00%
Commune	52 596,60	30,00%
Total	175 322,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097110 - COR - Réfection et isolation de la toiture de l'école du Centre - Commune de Villiers-le-Bâcle (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	471 704,00 € HT	40,00 %	188 681,60 €
	Montant total de la subvention		188 681,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-LE-BACLE

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91190 VILLIERS LE BACLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GUILLAUME VALOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Villiers-le-Bâcle (1 040 habitants - INSEE 2022) propose la réfection et isolation de la toiture de l'école du Centre.

En effet la toiture de l'école présente des signes de vétusté et il est nécessaire d'engager rapidement des travaux, afin d'assurer une parfaite étanchéité, une meilleure ventilation et une pérennité de l'ouvrage tout en respectant le caractère architectural environnant.

Il est donc prévu la réalisation d'une toiture en zinc quartz à joints ventilés, avec mise en œuvre sur volige bois posée sur liteaux. Le projet intègre la pose d'une isolation en sarking (technique d'isolation par l'extérieur, avec pose de panneaux rigides d'isolant directement sur la charpente), ayant une bonne résistance thermique permettant d'améliorer les performances énergétiques.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 541 750 € HT, plafonné à 471 704 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BACLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	541 750,00	100,00 %
Total	541 750,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	188 681,60	34,83%
Département de l'Essonne	141 511,00	26,12%
Autre financement	49 032,43	9,05%
Commune	162 524,97	30,00%
Total	541 750,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097901 - COR - Construction d'une salle polyvalente - Commune de Villiers-Adam (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

Délibération Cadre : CR2022-023 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400106- Agence Ile-de-France Ruralité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-ADAM

Adresse administrative : PLACE VICTOR HUGO
95840 VILLIERS ADAM

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno MACE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 février 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique.

Description :

La commune de Villiers-Adam (848 habitants - INSEE 2022) propose la construction d'une salle polyvalente.

En effet, un bâtiment communal, équipement léger construit dans les années 1970 avec une structure bois et une couverture en zinc, sans isolation, est utilisé comme salle polyvalente. Celui-ci présente des signes vétusté et est très énergivore, de plus la superficie utilisable pour accueillir les activités communales n'est que de 70 m2 largement insuffisante pour l'utilisation actuelle.

Après étude il apparaît que la rénovation n'est pas envisageable. La commune possède un terrain qui sera dédié à cette construction. Le bâtiment d'une superficie de 300 m2 pourra accueillir jusqu'à 300 personnes.

L'opération comprendra principalement :

- la création d'une salle polyvalente avec toiture végétalisée qui comprendra deux salles d'activités ou de spectacles (dont une sera modulable), des locaux de rangements, loges,

régie, office et sanitaires ;

- des travaux de VRD ;

- des travaux d'aménagement extérieur (voirie et cheminements piétons, espaces verts et plantations).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 051 200 € HT plafonné à 500 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :

- VILLIERS-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	893 520,00	85,00%
Honoraires	157 680,00	15,00%
Total	1 051 200,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	19,03%
Département du Val d'Oise	150 000,00	14,27%
Commune	701 200,00	66,70%
Total	1 051 200,00	100,00 %

Annexe 4 : Avenants COR

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE BELLOT (77)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-298 du 20 novembre 2025.

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI, dûment habilité par délibération n° CD-2025/09/25-XXX du 25 septembre 2025.

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Bellot, représentée par la maire, Madame Christine REIGNOUX.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2023-157 du 1^{er} juin 2023 ;
- la délibération du Conseil départemental n°CD-2023/04/06-1/06 du 6 avril 2023 ;
- le contrat rural Bellot signé le 23 novembre 2023 portant échéance au 23 novembre 2028 ;
- la demande formalisée par la Commune de Bellot par la délibération du Conseil municipal en date du 1^{er} août 2025 ;
- la délibération du Conseil départemental n°CD-2025/09/25-XXX du 25 septembre 2025 ;
- la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2025-298 du 20 novembre 2025.

Contexte :

Considérant d'une part que l'opération « *réhabilitation de l'ancienne école en salle communale* » peut être réalisée ultérieurement.

Considérant le nombre d'épisodes d'inondations auxquels la Commune a dû faire face, il apparaît nécessaire et prioritaire de remplacer l'opération « *réhabilitation de l'ancienne école en salle communale* » par l'opération « *réfection du réseau d'eaux pluviales dans le centre bourg* », le tout en respectant le cadre financier du contrat initialement voté par la Région Île-de-France et le Département de Seine-et-Marne.

La région et le département valident cette modification.

Article 1 : Incidences sur tableau financier du Contrat

Tableau financier initial

NOUVEAU CONTRAT RURAL BELLOT (77)									
OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				RETENUS PAR LE DEPART.	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPART.
	EN € HT	EN € HT	2023	2024	2025	2026	EN € HT	(40%)	(30%)
Réaménagement du centre bourg (travaux + acquisition)	365 877,00	365 877,00	131 000,00	80 000,00	90 000,00	64 877,00	365 877,00	146 350,80	109 763,10
Réhabilitation de l'ancienne école en salle communale	133 672,00	133 672,00			50 000,00	83 672,00	133 672,00	53 468,80	40 101,60
TOTAL	499 549,00	499 549,00	131 000,00	80 000,00	140 000,00	148 549,00	499 549,00		
SUBVENTION DEPARTEMENT			39 300,00	24 000,00	42 000,00	44 564,70			149 864,70
SUBVENTION REGION			52 400,00	32 000,00	56 000,00	59 419,60		199 819,60	

Tableau financier Modifié :

TABLEAU FINANCIER / ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION BELLOT			Département 77										
OPERATION(S)	MONTANT(S) OPERATION(S) PROPOSEE(S)	MONTANT(S) RETENU(S) PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				MONTANT(S) RETENU(S) PAR LE DEPARTEMENT	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT	PART COMMUNALE			
	EN € HT	EN € HT	2 023	2 024	2 025	2 026	EN € HT	(40%)	(30%)				
Réaménagement du centre-bourg . Acquisition : 131 000 € . Travaux : 234 877 €	365 877,00	365 877,00	131 000,00	80 000,00	90 000,00	64 877,00	365 877,00	146 350,80	109 763,10	109 762,89			
réfection du réseau d'eauxpluviales dans le centre bourg	133 672,00	133 672,00			50 000,00	83 672,00	133 672,00	53 468,80	40 101,60	40 101,60			
TOTAL	499 549,00	499 549,00	131 000,00	80 000,00	140 000,00	148 549,00	499 549,00						
SUBVENTION DEPARTEMENT									149 864,70				
SUBVENTION REGION								199 819,60					

Article 2 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 : Entrée en vigueur du présent avenant

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties.

Article 4 : Autres stipulations

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Bellot,
le
Pour la Commune de Bellot

La Maire

À Melun,
le
Pour le Département de Seine-et-Marne

Le Président du Conseil départemental

À Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la Région Île-de-France

*La Présidente du Conseil
régional*

Christine REIGNOUX

Jean-François PARIGI

Valérie PECRESSE

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE VILLECONIN (91)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-298 du 20 novembre 2025.

ET

Le département de l'Essonne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur François DUROVRAY, dûment habilité par délibération n°CP-2025-XXX du 3 novembre 2025.

ET D'AUTRE PART :

La commune de Villeconin, représentée par le maire, Monsieur Jean-Marc FOUCHER.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2025-298 du 19 juin 2025 ;
- la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n° CP 2025-012 du 10 mars 2025 ;
- le contrat rural de Villeconin signé le XXXXXXXXXX ;
- la demande formalisée par la commune de Villeconin par la délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 2025 en vue de conclure un avenant ;
- la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n°CP-2025-XXX du 3 novembre 2025 ;
- la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2025-298 du 20 novembre 2025.

Contexte :

Vu la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Villeconin et la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde concernant la réalisation de l'unique opération du contrat rural, la restructuration de la voirie à Saudreville, signée le XXXXXXXXXX.

Considérant la nécessité de conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de la commune de Villeconin à la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde afin de permettre la mutualisation des marchés. En effet, la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde va réaliser des travaux de voirie sur plusieurs communes de son périmètre. Les deux collectivités souhaitent passer un seul marché pour l'ensemble des travaux avec une délégation de maîtrise d'ouvrage à la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde pour l'ensemble des travaux.

Dans le cadre de cette délégation de maîtrise d'ouvrage, la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde portera les procédures de marchés publics (MOE, Travaux, CSPS etc.), et le pilotage du suivi des travaux au nom de la commune de Villeconin pour l'unique opération du contrat rural « Restructuration de la voirie à Saudreville ».

Article 1 : Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de la commune de Villeconin à la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde

Le présent avenant au Nouveau contrat rural vient préciser les modalités d'exécution du contrat qui prévoit désormais une délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Villeconin et la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde pour la réalisation de l'unique opération du contrat rural « *Restructuration de la voirie à Saudreville* » et ce sur la durée du contrat initial.

Cette convention de délégation de maîtrise d'ouvrage vient ainsi préciser notamment les modalités de demande de versement de la subvention que la commune pourra solliciter auprès de la Région et du département.

Article 2 : Obligations en matière de présentation des demandes de paiements dans le cadre de la réalisation de l'opération « Restructuration de la voirie à Saudreville » dudit contrat rural

La subvention, dans le cadre dudit contrat rural, sera versée à la commune de Villeconin sous réserve de production de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée des parties précisant la part des travaux à réaliser au nom de la commune, mais également la communication des pièces financières suivantes :

- une demande de versement de la subvention de la commune de Villeconin,
- un état récapitulatif des dépenses engagées par la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde pour le compte de la commune de Villeconin, avec la signature de Monsieur le Maire et la signature du comptable public précisant les mandatements faits à son mandataire,
- un état des paiements réalisés par la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde signé de son comptable avec l'ensemble des dépenses réalisées au titre de l'opération « Restructuration de la voirie à Saudreville » et la part de celles-ci effectuées au nom de la commune de Villeconin.

Article 3 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la

probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 4 : Autres stipulations

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Villeconin,
le
Pour la commune de Villeconin

Le Maire

A Evry-Courcouronnes,
le
Pour le département de l'Essonne

*Le président du conseil
départemental*

Pour le Président du Conseil
Départemental de l'Essonne et
par délégation

*Le Président délégué chargé de
la ruralité, de l'agriculture et de
l'alimentation*

A Saint-Ouen-sur-Seine,
le
Pour la région Île-de-France

La présidente du conseil régional

Jean-Marc FOUCHER

Guy CROSNIER

Valérie PECRESSE